

Pour combattre l'islamisme, en finir avec la religion des droits de l'homme



Crédits Photo: François BOUCHON/LE FIGARO

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par [Alexandre Devecchio \(#figp-author\)](#)

Mis à jour le 30/07/2016 à 01h58

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Faut-il adapter l'Etat de droit pour vaincre la menace terroriste ? Dans un entretien fleuve, l'historien du droit et auteur de *Les droits de l'homme contre le peuple*, Jean-Louis Harouel répond aux questions du FigaroVox.

Agrégé des Facultés de droit, Jean-Louis Harouel est professeur émérite d'Histoire du droit à l'Université Paris Panthéon-Assas. Il vient de publier Les Droits de l'homme contre le peuple (éd. Desclée de Brouwer, 2016).

Après l'attentat de Nice qui a fait plus de 80 morts et l'assassinat sauvage d'un prêtre en pleine messe de Saint-Etienne-du-Rouvray par des islamistes, le débat politique porte désormais sur la question de l'Etat de droit. C'est justement le thème de votre livre: *Les droits de l'homme contre le peuple ...*

De fait, alors que les droits de l'homme sont la seule identité que nos gouvernants veulent bien aujourd'hui revendiquer pour la France, ils sont devenus depuis quelques décennies une véritable religion séculière obsédée de non-discrimination et destructrice des nations, qui handicape mortellement notre pays dans sa confrontation avec l'islam

de masse installé sur son sol. Longtemps niée par les responsables politiques au pouvoir, cette situation catastrophique est enfin reconnue sous l'effet brutal des récents massacres commis au nom de l'islam.

Dans un entretien au *Monde*, Nicolas Sarkozy affirme: «Si les démocratie ne défendent pas les citoyens, les citoyens se défendront de la démocratie». L'Etat de droit est supposé protéger les Français. Aujourd'hui paradoxalement les met-il en danger?

N'en déplaise à Nicolas Sarkozy, ce qui est en cause ici, ce n'est pas la démocratie, mais au contraire un déficit de démocratie, dont il est d'ailleurs lui-même largement responsable. La démocratie libérale consiste dans la souveraineté du peuple combinée avec les libertés publiques garantissant les citoyens contre d'éventuels excès d'autorité des gouvernants. Or, aujourd'hui, ce n'est plus le peuple qui est souverain, ce sont les dogmes de la religion des droits de l'homme, mortifère pour les peuples européens.

La fonction de la démocratie est d'assurer à un peuple la maîtrise de son destin, de son territoire, de son

Ce qui est en cause ici, ce n'est pas la démocratie, mais au contraire un déficit de démocratie.

identité, de son contenu humain, de ses grands choix de société. Or, sur tous ces points, si l'on met à part la Grande-Bretagne, il y a belle lurette que les peuples d'Europe occidentale ne sont plus en démocratie, à la notable exception du peuple helvétique.

De manière fallacieuse, ce que l'on baptise maintenant démocratie, c'est le règne de la religion séculière des droits de l'homme dont les diktats souvent délirants sont imposés aux peuples européens — via leurs élus et leurs gouvernants sans consistance — par la bureaucratie de Bruxelles et par les divers juges nationaux et supranationaux auto-investis d'une fonction prophétique leur permettant de «découvrir» sans cesse de nouveaux «droits fondamentaux» aux effets pro-catégoriels, destructeurs de ce qui reste de cohésion, de sécurité des personnes et des biens, et de valeurs de durée dans les sociétés européennes.

C'est parce qu'on a traité les peuples européens en mineurs sous tutelle incapables de savoir ce qui est bon pour eux que l'on a laissé se développer une présence islamiste aussi massive, que notre arsenal juridique est aussi inadapté à la réalité et que les

autorités françaises sont aujourd'hui si désarmées face au déchaînement de la violence djihadiste. En conséquence, le retour à la protection des citoyens passe par le retour à une démocratie véritable.

Dans votre livre, vous sous-entendez que les islamistes se servent des droits de l'homme pour mieux accroître leur influence en Europe et singulièrement en France. Comment?

Longtemps, les droits de l'homme se sont confondus dans la pratique avec les libertés publiques des citoyens au sein des États-nations démocratiques. Avec le passage à la religion séculière des droits de l'homme, il y a eu à partir du milieu du siècle dernier un véritable changement de nature qui se marque dans la langue anglaise par l'antithèse *rights of man/human rights*, dont le second terme a correspondu en France à ce qu'on appelle les «droits fondamentaux», notion introduite dans les années 1970 et dont les grands bénéficiaires sont les

À travers une foule de revendications identitaires, les milieux islamistes et notamment l'UOIF ont instrumentalisé les droits de l'homme.

étrangers. L'islam en a profité à plein pour installer en France, au nom des droits de l'homme et sous leur protection, la civilisation musulmane, ses mosquées et ses minarets, ses modes de vie, ses prescriptions et interdits alimentaires, ses comportements vestimentaires, voire ses règles juridiques en violation du droit français: mariage religieux sans mariage civil, polygamie, répudiation unilatérale d'une épouse par le mari, etc.

À travers une foule de revendications identitaires téléguidées par eux, les milieux islamistes et notamment l'UOIF (Union des organisations islamistes de France) ont instrumentalisé les droits de l'homme pour appesantir leur contrôle sur les populations originaires du nord de l'Afrique et les contraindre au respect de l'ordre islamique, faisant en particulier tout leur possible pour empêcher les jeunes nés en France — auxquels nous avons commis l'erreur d'attribuer massivement la nationalité française — de devenir sociologiquement des Français.

Dans un communiqué transmis au journal *Corse Matin*, le mouvement clandestin nationaliste, FLNC, menace les islamistes radicaux d' «une réponse déterminée» et estime que l'État français aurait «si un drame devait se produire chez nous (...),

une part importante de responsabilité». Que cela vous inspire-t-il?

Une certaine inquiétude, car des représailles privées n'arrangeraient sans doute rien, bien au contraire. En même temps, cette mise en garde montre que la force du sentiment identitaire donne à un groupe une combativité indispensable pour gagner une guerre. Or, de manière tragique pour la France, tout a été fait depuis un demi-siècle pour y détruire le sentiment identitaire, pour y interdire tout amour du pays, toute fierté d'être

Les jeune générations n'ont entendu parler que de culpabilité de la France. Notre Éducation nationale est une éducation anti-nationale.

français. Les jeune générations n'ont entendu parler que de culpabilité de la France, de repentance, d'amour de l'autre jusqu'au mépris de soi. Notre Éducation nationale est non seulement médiocre et déculturée: elle impose sur le mode de la propagande une éducation anti-nationale.

Tous les jeunes Français devraient savoir que l'élément fondateur de l'identité européenne a été historiquement son ancrage dans la chrétienté et son refus obstiné de basculer dans le monde islamique. L'Europe n'a pu exister et avoir le destin brillant qui fut le sien durant des siècles que grâce à son rejet farouche de l'islam. C'est ainsi qu'elle a pu s'arracher aux conceptions théocratiques — dont relève l'islam — et construire non sans peine cette disjonction du politique et du religieux qu'on appelle en France laïcité, dont l'origine se trouve dans la célèbre parole christique: «Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu».

L'ancien président de la République propose d'adapter l'Etat de droit. Le risque n'est-il pas d'aller trop loin? Comment placer le curseur entre préservation des droits individuels et nécessité de nous défendre collectivement?

Le problème est que nous ne sommes plus dans le cas d'un État-Nation culturellement homogène, qui est l'organisation politique d'un peuple. Il y a eu pour une part importante changement de peuple. Si bien que la «communauté nationale» dont on nous rebat les oreilles n'est plus qu'une fiction. La vérité est que trop souvent, sur le territoire de la France, nous sommes deux peuples, deux civilisations face à face. Et il est légitime que le peuple autochtone préserve sa survie en restant maître de son pays.

Certains proposent la mise en place d'un «Guantanamo à la française». On ne peut pas dire que cela a été une réussite pour les Etats-Unis, même d'un strict point de vue sécuritaire...

Une chose est sûre: un groupe humain ne peut pas se battre efficacement contre un ennemi implacable en tolérant dans son sein la présence d'éléments par lesquels il est en droit de craindre d'être combattu de l'intérieur. Pendant la Seconde guerre mondiale, à la suite de *Pearl Harbour*, les États-Unis avaient enfermés dans des camps leurs ressortissants d'origine japonaise. La chose est aujourd'hui très critiquée au nom des droits de l'homme, mais dans le contexte de l'époque, elle a paru indispensable et légitime.

Pendant la Seconde guerre mondiale, après Pearl Harbour, les USA avaient enfermés dans des camps leurs ressortissants japonais.

Il y a en outre d'autres pistes telles que l'incrimination de comportements hostiles, les condamnations pour intelligence avec l'ennemi, trahison, l'interdiction de séjour sur le territoire national, la déchéance de nationalité (pas seulement pour des bi-nationaux), le retour à la mort civile, l'expulsion. Il faut pour cela passer outre aux interdits de la Cour européenne des droits de l'homme qui refuse qu'on puisse faire un apatride. À quoi on peut au demeurant rétorquer que les islamistes méprisent les nations particulières et ne se réclament que de la nation musulmane mondiale: l'oumma.

Le succès de l'islamisme, notamment auprès de jeunes qui sont nés en France, révèle une profonde crise de civilisation. Si à court terme la réponse sécuritaire peut-être une solution, sera-t-elle suffisante à long terme? Que faire?

Il y a effectivement deux problèmes distincts: d'une part l'horreur spectaculaire des massacres perpétrés par des djihadistes ; et d'autre part le processus silencieux et occulté de la conquête islamiste dont je fais état dans *Les droits de l'homme contre le peuple*. Il ne fait pas de doute que dans le projet islamiste, l'Europe occidentale est redevenue une terre à prendre, une proie pour l'islam. Les islamistes pensent que le moment est venu pour les musulmans de reprendre une conquête de l'Europe occidentale rejetée il y a un millénaire par la vigoureuse résistance des Européens. Professeur d'histoire du Maghreb contemporain, Pierre Vermeren observe que de nombreuses mosquées créés en France ont reçu un nom évocateur de l'idée de la conquête par l'islam.

Face à ce processus de conquête, le premier devoir des États européens est d'y mettre enfin un coup d'arrêt. L'Europe se doit de bloquer immédiatement l'immigration et la venue de réfugiés. Le devoir des dirigeants européens est de faire savoir que l'Europe ne peut pas accueillir un seul musulman de plus, vu la dangerosité pour elle de la présence islamiste, qu'il s'agisse des attentats ou de la mécanique conquérante. Les pays européens doivent dire clairement que les réfugiés musulmans ont vocation à être accueillis par des pays musulmans, que c'est à l'Arabie saoudite et autres richissimes monarchies pétrolières de les accueillir, ou à défaut de financer leur accueil par d'autres États musulmans.

Toutes ces vérités, les dirigeants européens ne sont certes pas prêts à les dire. Ils y seront un jour acculés par la violence djihadiste.

Quant aux musulmans déjà présents sur le sol européen, il faut bien qu'ils aient conscience que, malgré la liberté des cultes pratiquée en Europe, l'islam politique n'y est pas légitime. Elle n'est pas légitime car elle est un système politique et juridique qui viole la disjonction du politique et du religieux qui fonde la civilisation européenne. Et elle n'est pas légitime à cause de son refus de la liberté de pensée, de l'infériorité qu'elle inflige aux femmes et aux non-musulmans, de la caution qu'elle apporte à l'esclavage, des appels à la violence qui figurent dans ses textes saints.

Toutes ces vérités, les dirigeants européens ne sont certes pas prêts à les dire car la religion séculière des droits de l'homme leur défend de le faire. Et pourtant, ils y seront peut-être un jour acculés par la violence djihadiste.

Tôt ou tard, interviendra sans doute un massacre encore plus terrible commis par des islamistes. Ce sera le massacre de trop. Et alors, les dirigeants français seront bien obligés la démolition des mosquées salafistes, la dissolution des organisations de cette mouvance, l'expulsion des prédicateurs étrangers, la construction de forteresses militaires pour contrôler les quartiers dominés par l'islamisme.

Étrangement, la monstruosité même du terrorisme dont l'islamisme flagelle aujourd'hui la France lui permettra peut-être d'inverser le processus de la conquête islamique.

<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandrevecchio>



Alexandre Devecchio (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921>)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : [@AlexDevecchio](https://twitter.com/Alex_devecch)
